

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
*Service Risques et Installations Classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine*  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CPCU BERCY**

177 à 185 RUE DE BERCY  
75012 Paris

Code AIOT : 0006506233

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement CPCU BERCY implanté 177 RUE DE BERCY 42 QUAI DE LA RAPEE 75012 Paris. L'inspection a été annoncée le 22/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs

arrêtés préfectoraux.

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de cette action nationale.

Le réseau de chaleur urbain a de fortes pertes d'eau au niveau des réseaux et des postes de délivrance de la chaleur. Pour ces deniers, l'exploitant n'a pas la maîtrise de l'exploitation en particulier pour les retours de condensats.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPCU BERCY
- 177 RUE DE BERCY 42 QUAI DE LA RAPEE 75012 Paris
- Code AIOT : 0006506233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une centrale de production de vapeur (chaufferie) de secours au sein de laquelle la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite 4 installations de combustion classées sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des ICPE. Le site de Bercy constitue, avec les sites de Grenelle, Vaugirard et Ivry le pôle sud de la CPCU. Les activités réalisées au sein de l'établissement correspondent à de la conduite (régime des 3 x 8 heures) et à de la maintenance. Elles regroupent entre 20 et 30 personnes sur le site. Les chaudières exploitées sur le site de Bercy fonctionnent au gaz naturel ou au biocombustible EMAG (Ester Méthylique d'Acide Gras).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Secheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux conditions L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux conditions L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Aucune fiche de constats ne fait l'objet de propositions de suites administratives :**

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classée n'a pas relevé de non conformité sur les points contrôlés. L'exploitant a démontré avoir des connaissances au sujet de la sécheresse. Il met en place des actions en cas de sécheresse comme cela lui est imposé par l'arrêté préfectoral n° DTPP 2013-82 du 22 janvier 2013.

## **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/05/2023, condition R211-21-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'condition L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
<b>Constats :</b> Conformément aux dispositions de l'condition R211-21-1 du Code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau telle que la mise en place une maintenance accrue pour éviter les dérives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 - Condition 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre, des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque, dans la zone d'alerte où elle est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.
<b>Constats :</b> Conformément aux dispositions énoncées dans la condition 1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° DTPP 2013-82 du 22 janvier 2013 rendu applicable par l'arrêté préfectoral n° DTPP 2015-463 du 2 juin 2015, en cas de franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 - Condition 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil de vigilance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux</li> <li>- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;</li> <li>- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions énoncées dans la condition 2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;</li> <li>- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle, sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;</li> <li>- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 - Condition 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ;</li> <li>- les consommations en eau autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particuliers, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ;</li> <li>- l'exploitant définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions énoncées dans la condition 3 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ;</li> <li>- les consommations en eau autre que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particuliers, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ;</li> <li>- l'exploitant définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 - Condition 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;</li> <li>- l'exploitant renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;</li> <li>- l'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visé à la condition 2 ;</li> <li>- il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchets industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets ;</li> <li>- l'exploitant signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions énoncées dans la condition 3 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;</li> <li>- l'exploitant renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;</li> <li>- l'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visé à de la condition 2 ;</li> <li>- l'exploitant signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué qu'il rejetait de l'eau moins polluée que celle prélevée. Par conséquent, les effluents ne sont pas conservés en vue d'être traités ultérieurement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 - Condition 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée ;</li> <li>- en complément des dispositions prévues à l'condition 3, l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'alinéa 4 de l'condition 3, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ;</li> <li>- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions décrites dans la condition 4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils d'alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée ;</li> <li>- en complément des dispositions prévues à la condition 3 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'alinéa 4 de la condition 3 de l'annexe 1 de l'arrêté susvisé, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ;</li> <li>- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 Condition 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil de crise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, l'ensemble des mesures spécifiques complémentaires décrites aux conditions 2, 3 et 4 doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » et le Préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements et des rejets en eau du site.</p>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions énoncées à la condition 5 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures spécifiques complémentaires décrites aux conditions 2, 3 et 4 de l'annexe I de l'arrêté susvisé en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, Annexe 1 Condition 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions postérieures à une situation d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'industriel tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des conditions 3, 4 et 5 ci-dessus.</p> <p>Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés</li> <li>- les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise.</li> </ul> <p>Ce document de suivi est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Conformément aux dispositions de la condition 6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral susvisé, en cas de franchissement des seuils de crise, l'exploitant tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des conditions 3, 4 et 5 de l'annexe 1 de de l'arrêté susvisé qui précise notamment:-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés</li> <li>- les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet